

NOUVELLES

CSN

Numéro 326

10 mai
1991



Les femmes et le SIDA

Mourir avant sa mort

Page 3





Mourir avant sa mort

3

La misère. Physique et morale. Celle des femmes qui se découvrent séropositives et qui vivent dans la terreur d'être "démasquées", tout en sachant qu'elles le seront, inévitablement. Celle des femmes qui ne se cachent plus et que tout le monde rejette. De telle sorte qu'elles doivent éprouver, vivantes, une cruelle mort sociale avant «l'autre».



Pour sortir le Québec de la récession

6

Une importante délégation de la CSN est allée, le premier mai, porter un message fort et clair au premier ministre Bourassa pour qu'il prenne les moyens à sa disposition afin d'aider le Québec à sortir du marasme économique actuel. Il ne s'agissait pas seulement de récriminations, mais surtout de solutions concrètes.



Un Premier mai couru

8

Des activités de toutes sortes, à travers tout le Québec, ont marqué ce Premier mai 1991. Un reportage photographique réalisé par ceux et celles qui y ont participé.



«Ça y est! Ça recommence!»

10

Le 24 avril, lorsque le négociateur patronal de la compagnie Unités préfabriquées, à Saint-Luc, près de Saint-Jean-sur-Richelieu, a remis ses offres salariales, les représentants syndicaux à la table de négociations ont pensé: «Ça y est! Ça recommence encore!»



«Rien pour la relance de l'emploi»

11

Plongé dans une récession pour une deuxième fois en moins de dix ans, la population du Québec ne pourra certainement pas prêter à Gérard D. Lévesque, ministre des Finances, le fait — et encore moins la volonté — de l'en sortir.



Responsable de notre avenir

12

À la Fédération du commerce, on désire grandement dépasser la rumeur et s'appropriier l'avenir à pleines mains. Aussi, les délégué-es au prochain congrès - on en attend 350 - se réuniront au-tour d'un thème très justement intitulé *Responsable de notre avenir*.

Un espace à occuper

13

Le thème du 17e Congrès de la Fédération des employé-es de services publics, qui se tiendra du 26 au 31 mai, à Québec, se situe dans les perspectives tracées par le dernier congrès de la CSN. Il y sera en effet beaucoup question d'espace à occuper dans les milieux de travail, de même que du défi de la souveraineté du Québec.

LA QUESTION
DU RÉFÉRENDUM
"VICTORIEUX"
PANCANADIEN:



Coordination
Jean-Pierre Paré
(514-598-2159)

Photographes
Alain Chagnon
Laurent Gladu

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Caricaturiste
Garotte

Impression
Les travailleurs et
travailleuses
syndiqués CSN
de L'Imprimerie
L'Éclaireur
de Beauceville

Collaborations
Maurice Roy
Clément Trudel
Pierre Vadeboncoeur
Michel Tremblay

Distribution
L'équipe de
distribution CSN

**Conception
graphique**
Jean Gladu

Infographie
Jean Gladu
Sophie Marcoux
Jean-Pierre Paré

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32.000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2159 Distribution: 514-598-2233
Numéro central: 598-2121

Pour les femmes atteintes du SIDA

M O U R I R avant sa mort

Par Lucie Laurin

«Quand elle n'en peut plus et qu'elle m'appelle à son secours, dans son riche appartement de Westmount, elle tire les rideaux et met la radio à tue-tête pour couvrir sa voix. À part moi, personne ne sait qu'elle a le SIDA.»

La mère, son conjoint et sa fillette de 14 ans étaient tous trois toxicomanes, prostitués et... sidatiques. La fillette est tombée enceinte. Le conjoint de la mère a déclaré: *«J'ai hâte qu'elle se vide et qu'elle recommence à travailler!»* La fillette a accouché. L'enfant est séro-positif.

La misère. Physique et morale. Celle des femmes qui se découvrent séropositives et qui vivent dans la terreur d'être "démasquées", tout en sachant qu'elles le seront, inévitablement. Celle des femmes qui ne se cachent plus et que tout le monde rejette. Parce qu'on a davantage dédain lorsque c'est une femme qui a attrapé

cette saleté, qu'on associe automatiquement à une vie sexuelle débridée. Elle n'avait qu'à ne pas s'envoyer en l'air, n'est-ce pas?

C'est ce que se sont dit les

enfants de cette femme de 62 ans, jusque-là veuve exemplaire, qui s'est permis une aventure en allant à une danse organisée par le Club de l'âge d'or. Elle est morte à l'hôpital, dans l'isolement le plus complet.

C'est sans doute aussi ce que s'est dit le médecin en laissant sur le répondeur le message: *«Vous êtes séropositives»* à deux étudiantes à qui leurs parents avaient payé un voyage pour fêter la fin de leur secondaire 5, et qui en avaient profité pour faire leurs premières expériences sexuelles.

Et c'est certainement ce que se disent les fonctionnaires de la Protection

de la jeunesse, qui retirent aux mères sidatiques la garde des enfants qu'elles mettent au monde pour les confier à un foyer d'accueil, ou encore... à l'hôpital, où leur courte vie s'écoulera à l'abri de tout microbe et de toute tendresse maternelle.

Une décision absurde et cruelle

Peut-on imaginer décision plus absurde et cruelle? *«Les enfants résistent beaucoup moins longtemps au SIDA que les adultes; alors, pourquoi ne pas les laisser vivre avec leur mère le peu de temps qu'il leur reste?, s'indigne Lucille Bourque. Et pourquoi ajouter au malheur de la mère celui d'être séparée de son enfant?»*

Lucille Bourque, préposée aux bénéficiaires au centre d'accueil Edmond-Laurendeau, où elle soigne des personnes âgées et les accompagne jusqu'à la mort, est bénévole le reste de son temps pour Franche-Coeur*, un organisme d'accueil et d'écoute pour les personnes atteintes du SIDA et leurs proches.

André Durand, aumônier auprès des détenus et des toxicomanes, connaît beaucoup de sidéens. C'est au pénitencier Archambault qu'il en a rencontré un pour la première fois. À Franche-Coeur, il aide les personnes atteintes à voir venir la mort avec sérénité.

L'organisme doit son nom à sa fondatrice et présidente Lise Franche, infirmière en psychiatrie à l'hôpital Louis-H.



Lucille Bourque

Lafontaine, et qui consacre au bénévolat, elle aussi, toutes les heures où elle ne travaille pas. Parce qu'« on ne peut pas laisser les gens souffrir ainsi tout seuls dans leur coin... »

Une écoute chaleureuse et discrète

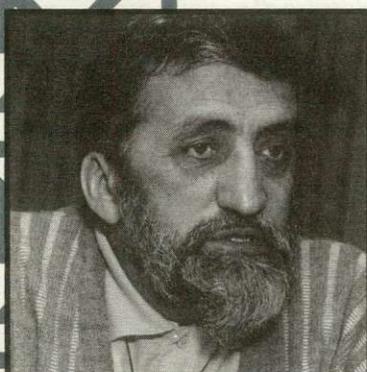
Voilà maintenant deux ans que Franche-Coeur accueille, tous les mardis soirs, des gens qui ont un secret devenu trop lourd à porter. Sont-ils venus d'Abitibi ou de l'Estrie, de Westmount ou de Pointe-aux-Trembles? Occupent-ils les fonctions présidentielles d'une entreprise prestigieuse ou vivent-ils du BS? Sont-ils hommes, femmes, transsexuels? Nul ne le sait et peu importe: à Franche-Coeur, tout le monde est égal.

« Nous leur donnons l'adresse ou nous leur indiquons la station de métro la plus proche, puis nous organisons le covoiturage pour aller les y chercher. Nous ne savons ni leur nom, ni d'où ils viennent. L'anonymat est absolu. »

Comme chez les A.A., on écoute le témoignage d'une personne atteinte ou un proche. « Certains commencent en disant qu'il s'agit d'un voisin ou d'un frère, raconte Lise Franche. Puis, après un certain temps, on s'aperçoit que c'est d'eux-mêmes qu'ils parlent. » Parfois, des hommes et des femmes, mis en confiance, ont envie de se raconter eux aussi. On échange des numéros de téléphone, des paroles d'encouragement. On diffuse des informations sur les modes de transmission du SIDA, sur les moyens de se protéger. À la fin, on se fait des accolades, un contact chaleureux et spontané que les sidéens apprécient.



Lise Franche



André Durand

Rien pour les femmes!

Alors que les groupes d'appui et les mouiroirs pour hommes atteints du SIDA se multiplient — il existe une dizaine de ces mouiroirs dans la région de Montréal —, rien de tel n'existe pour les femmes. Aucun centre d'accueil pour les moments de crise, aucun lieu physique où se retrouver entre elles en tout temps, aucune maison d'hébergement

pour les femmes et leurs enfants atteints. C'est encore, pour les femmes, le tabou absolu, l'isolement et parfois, la douleur d'être séparées de leurs enfants.

Lise, Lucille et les autres bénévoles de Franche-Coeur visitent les femmes chez elles. « Parfois, lorsqu'elles sont déprimées ou devenues trop faibles, nous faisons le ménage, nous leur apportons à manger. Mais nous constatons souvent que ce qu'elles apprécient le plus, c'est notre présence... »

Leur intervention ne s'arrête pas là. Elles escortent les mères qui visitent leurs enfants — une condition de la DPJ —, vont avec les personnes atteintes chez le notaire pour leur testament, les accompagnent à la cour lorsqu'elles sont traduites en justice, les visitent à l'hôpital, rencontrent les familles pour les encourager, interviennent auprès des médecins traitants ou, encore, amènent les femmes à la clinique d'avortement. Et Lise de parler longuement de cette jeune fille, si douce et attachante, devenue enceinte et sidéenne parce que son ami sidéen refusait de porter le condom — « si tu m'aimes assez, on peut faire ce trip-là ensemble », disait-il — et qui veut maintenant avorter.

Le bénévolat ne suffit plus

À force de patience et de conviction, Lise Franche et les autres ont tissé un réseau informel d'entraide: ici, on donne de la nourriture, là des vêtements; dans chaque hôpital, Franche-Coeur connaît quelques infirmières qui se feront un devoir de veiller au bien-être de ses "protégé-es"; sans compter cette pharmacienne qui fait crédit aux personnes atteintes et leur conseille les meilleurs médicaments.

Mais ça n'est pas suffisant. « Il faut plus, déclare Lise Franche, dont la maison privée sert de siège social à Franche-Coeur. Il faut une ligne téléphonique 24 heures par jour. Et une maison pour les femmes. Et des bras. » Car Lise et les autres ne peuvent satisfaire tous les besoins, qui sont immenses.

Récemment, Lucille et Lise avaient promis à Monique d'aller la voir en soirée. Mais elles ont dû répondre à une urgence: une de leurs "habituées" qui se mourait. Alors, Monique s'est suicidée...

* Franche-Coeur Inc., Succ. Anjou, C.P. 306, Anjou, Qué., H1K 4G7
Tél.: (514) 494-8788

« Même plus le droit de rêver »

« Il y a des moments où je me sens comme un petit chien tout seul dans son coin, dit Suzanne English. Personne à qui parler. Personne qui te touche. Plus de vie sexuelle... »

C'est le 20 février 1990 que Suzanne l'a appris. On lui avait fait le test à son insu parce qu'elle était ex-toxicomane. Son gynécologue l'a mise au courant, sans lui indiquer aucune porte où aller frapper.

Suzanne s'est adressée à un CLSC, où on lui a offert un accompagnateur. C'était il y a huit mois. Elle attend toujours. « C'est terrible quand tu téléphones pour un rendez-vous ou un service, et qu'on te reporte à plusieurs mois. Tu ne sais même pas si tu seras encore en vie! »

Elle a souvent mal dans le bas-ventre. Des salpingites à répétition. Lorsqu'elle se présente à l'hôpital parce que la douleur est intolérable, on la regarde avec froideur et méfiance. On se dit que c'est un moyen détourné d'obtenir de la drogue. « Ils s'habillent comme des martiens pour te toucher, commente-t-elle. Et ils sont pleins de mépris pour les ex-toxicomanes et les sidatiques. Ils le savent, que tu souffres, mais ils s'en foutent. »

L'enfer de la solitude

Rita, sa soeur, est morte dans ses bras le 11 mars dernier. Du SIDA, également. Suzanne l'a gardée chez elle des mois durant, se levant la nuit pour lui apporter ses médicaments, puis l'a visitée avec assiduité dans le mouiroir où il a bien fallu l'envoyer. « C'était une maison pour hommes, et tout le personnel était masculin, explique Suzanne. Elle était tellement malheureuse, les derniers temps, lorsqu'elle avait perdu toute autonomie et qu'en plus, c'étaient des hommes qui lui faisaient sa toilette et changeaient sa couche! »

Suzanne n'a jamais dit à sa soeur qu'elle était malade,

elle aussi. Après sa mort, le tribunal lui a enlevé la fille de Rita, qu'elle gardait depuis trois ans. Un coup dur pour Suzanne. « La petite ne veut même plus me voir, dit-elle; elle a peur d'attraper ma maladie. »

À cela s'est ajoutée la perte de sa meilleure amie. « C'était mon amie depuis toujours. On se préparait à fêter nos 20 ans d'amitié, raconte Suzanne. Quand elle a su que j'avais le SIDA, elle m'a laissée tomber, comme les autres. J'ai perdu toutes mes amies. »

Démystifier la mort

Lorsqu'elle est seule trop longtemps, Suzanne pense beaucoup à la mort. Elle en a peur, de la mort. Peur de laisser des belles choses et du beau monde en arrière, comme sa fille, qui a fait une dépression et une tentative de suicide. Sa fille de 16 ans, à qui Suzanne ne ménage pas les condoms.

Pour démystifier la mort, elle écrit ce qu'elle ressent. Ça aide un peu. « Quand tu es séropositive, tu n'as même plus le droit de rêver. Tu n'as plus le droit de chercher l'amour. Tout ça, c'est fini pour toi. Tu vis 24 heures à la fois. »

« Le plus dur, c'est le vide intérieur; c'est comme si j'étais absente de moi-même. Ce que je voudrais, c'est rencontrer d'autres femmes qui ont vécu la même chose que moi, me refaire un groupe d'amies. Ça me permettrait de retrouver un peu d'estime de moi. »

« Et aussi, quelqu'un qui me prenne dans ses bras de temps en temps. Il y a si longtemps que ça ne m'est plus arrivé... »



Suzanne English

Pour sortir le Québec de la récession

Premier mai 1991, Fête internationale des travailleurs et des travailleuses. Pendant qu'un peu partout au Québec ceux-ci expriment leur solidarité de diverses manières (voir le reportage photographique ci-contre), sept représentants et représentantes de la CSN sont à Québec pour porter un message fort clair à un des principaux responsables de la situation économique du Québec, le premier ministre Robert Bourassa.

Cette rencontre marque le début d'une campagne qui sera menée tout au cours du mois de mai auprès des employeurs, des députés fédéraux et provinciaux dans le but de promouvoir le point de vue des travailleurs et des travailleuses qui vivent au premier rang les difficultés économiques actuelles.

«Sortir le Québec de la récession» n'est pas qu'un voeu pieux, dans la bouche des Gerald Larose, Monique Simard, Benoît Capistran, Lise Poulin, Maurice Amram, Olivier Lemieux et Claude Plamondon, mais cela exprime plutôt l'évidence même d'une nécessité urgente. Car si le gouvernement du Québec ne s'occupe pas de la récession, la récession, elle, s'occupe de nous.

Les dernières statistiques suffisent amplement à démontrer que, loin de se résorber, la crise s'aggrave. Le taux de chômage pour le premier trimestre de 1991 est passé à 13,6%. Un taux de chômage qui nous ramène exactement six ans en arrière. Le nombre de personnes maintenant à la recherche d'un emploi est passé à 468,000.

Une stratégie globale

Le Québec est en train de développer un taux de chômage chronique sans que les gouvernements ne s'en indignent. Il y a danger que ce haut taux de chômage s'installe petit à petit comme

étant normal dans les esprits. «Le Québec a grandement besoin d'une stratégie globale de développement tourné vers le plein-emploi, sans quoi il sera privé d'instruments essentiels lui permettant de se refaire une santé économique et de se relancer sur la voie de la prospérité.» Voilà ce que les porte-parole de la CSN et des fédérations du secteur privé ont exprimé au premier ministre en lui déposant leur plan de relance économique en 10 points.

Sans imputer la responsabilité exclusive de la récession au gouvernement du Québec, ce dernier ne détenant pas tous les leviers économiques, les porte-parole de la CSN ont déploré le manque de démarcation du

gouvernement québécois face aux politiques restrictives du gouvernement fédéral. Le Québec a cautionné et ajusté plusieurs de ces politiques à celles d'Ottawa.

Les porte-parole syndicaux ont donc invité le premier ministre Bourassa à utiliser tous les moyens qui sont à sa disposition pour mettre l'économie du Québec sur la voie de la création d'emplois de qualité ainsi qu'à réviser en profondeur le régime fiscal québécois.

Dix mesures de redressement

Dans le document déposé au premier ministre, la CSN y va de dix propositions pouvant aider le Québec à traverser plus facilement la

récession.

Ces mesures sont:

- un programme d'urgence pour les PME qui ont des problèmes de liquidités. Ce programme serait administré par la Société de développement industriel et consisterait en l'élargissement des critères actuels;
- un programme d'aménagement du temps de travail qui élargirait le programme concerté d'aménagement du temps de travail en facilitant l'introduction de mesures de réduction de temps de travail;
- le renoncement à l'élargissement de la TVQ (taxe de vente québécoise) sur les vêtements, les chaussures et les meubles, de même qu'à l'application de cette taxe, prévue pour 1992, sur les services;
- le maintien des subventions aux municipalités tant que des alternatives



Gérald Larose présente le président de la Fédération de la construction de la CSN, Olivier Lemieux, au premier ministre Bourassa.

n'auront pas été développées de concert avec les groupes et personnes concernés;

- la création de fonds de développement régionaux gérés par des instances régionales;

- l'investissement dans la recherche et le développement, en accélérant l'utilisation du fonds de développement technologique créé en 1989 et en accroissant les budgets de recherche des universités québécoises;

- la définition d'une politique globale de formation de la main-d'oeuvre;

- le rétablissement à court terme d'un régime fiscal moins pénalisant pour les personnes à bas revenu. La CSN suggère trois façons d'y arriver: ramener le taux marginal maximum d'imposition, c'est-à-dire pour les revenus imposables supérieurs à \$50,000, de 24 à 28%; éliminer l'exemption d'impôt sur les premiers \$100,000 de gains de capital; plafonner au niveau de 1990 la déduction fiscale pour les REER. À long terme, la CSN demande que le gouvernement procède à une réforme du régime d'imposition des particuliers et des entreprises;

- la création d'une caisse de stabilisation de l'emploi.

Celle-ci transformerait les préavis actuels en cas de mises à pied massives en indemnités de départ et assurerait ainsi, pendant une certaine période, une stabilité de revenu aux travailleuses et aux travailleurs affectés;

- le maintien de la gratuité et de l'accessibilité aux services sociaux et de santé.

Des mesures sectorielles

Outre ces politiques d'ordre général, les fédérations de la CSN ont demandé d'autres mesures visant à corriger des situations particulières.

La Fédération de la métallurgie a réclamé notamment que le gouvernement prenne tous les moyens pour favoriser la transformation des minerais métalliques et autres au Québec. Elle a identifié comme prioritaires le secteur de l'aluminium, que le Québec finance par la vente d'électricité à rabais aux alumineries, et celui des fonderies. Par ailleurs, elle a insisté pour que des investissements majeurs soient faits dans la réfection du réseau routier, et dans un autre domaine, que Québec se penche sur la reconversion industrielle des usines d'armement et

de munitions.

Pour sa part, la Fédération nationale des communications a suggéré entre autres des politiques d'information publique axées sur la qualité de l'information et identifie le financement adéquat de la télévision publique comme un prérequis.

Quant à la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, elle a demandé à Québec de poursuivre les programmes amorcés pour relancer les scieries et les usines de fabrication de matériaux de construction, notamment en incitant les caisses de retraite à créer un fonds spécial d'hypothèques sous le taux du marché. De plus, la FTFP a souhaité que les gouvernements compensent les effets du libre-échange par l'élimination de la taxe spéciale sur les exportations de bois destiné aux États-Unis. Dans le secteur du papier, elle a demandé l'instauration de programmes spéciaux pour inciter davantage les compagnies à développer des capacités de recyclage.

La Fédération de la construction, pour sa part, a réclamé l'accélération des investissements publics dans les régions particulièrement affectées par la récession.

Elle a revendiqué également l'application des recommandations du rapport Sexton-Picard sur la sécurité d'emploi et du revenu des travailleurs de la construction.

Quant à la Fédération du commerce, elle a réclamé, principalement dans le secteur agro-alimentaire, l'abolition de la surtaxe qui frappe l'industrie québécoise du porc.

Que le Québec se branche

Les porte-parole de la CSN ont de plus insisté sur ceci: pour sortir adéquatement le Québec de la crise, le gouvernement Bourassa devra être conséquent dans les politiques et les prises de position qu'il adopte. Dans cette optique, la CSN a pressé le gouvernement du Québec de s'opposer à tout projet de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique qui ne comporterait aucune mesure de relèvement des conditions sociales et de travail. Un plan de relance économique aura de l'effet dans la mesure où les interférences et les incohérences seront réduites, ont-ils dit. Pour la CSN, il est clair que plus tôt le Québec décidera de son avenir constitutionnel et politique en faveur de la souveraineté, plus tôt il pourra être en mesure de solutionner, avec tous les pouvoirs nécessaires, le problème le plus difficile qui le confronte, soit le chômage. À cet égard, les porte-parole n'ont pas raté l'occasion de rappeler au premier ministre son engagement de tenir un référendum au plus tard à l'automne 1992.



Les président-es de toutes les fédérations du secteur privé de la CSN accompagnent Gérard Larose, Monique Simard et l'adjoint à l'exécutif Normand Brouillet.

Un 1er mai couru!

Partout, dans toutes les régions du Québec, le 1er mai a donné lieu à d'importantes manifestations pour souligner la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Sous le thème *Bâtir le Québec par l'emploi*, les conseils centraux avaient invité leurs membres à fêter, chacun à leur manière, pour rappeler au gouvernement Bourassa que le Québec a grandement besoin d'une stratégie globale de développement tourné vers le plein emploi afin de sortir de la récession.

Soirées, marches, visites de députés, diffusion du film *Un homme de parole* sur la vie militante de Michel Chartrand, tournoi sportif, autant de manifestations de solidarité auxquelles ont participé un nombre de personnes qu'on n'avait pas vu depuis longtemps.



À **Montréal**, la marche de solidarité s'est déplacée cette année dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, l'un des plus dévalorisés de la métropole, où plus de 3000 personnes ont manifesté sous la pluie.



Toujours à **Montréal**, les groupes populaires ont manifesté avec enthousiasme leur présence. Le «chic» Resto-pop s'est également occupé de l'animation durant la soirée de solidarité.



À **St-Jean-sur-Richelieu**, on a célébré les origines du 1er mai sous le thème *Se souvenir pour se mobiliser*. Un bon prétexte pour visionner le film sur la vie de Michel Chartrand, *Un homme de parole*.

NOUVELLES CSN 326 page 8

À **Québec**, une caravane de solidarité a visité tous les syndicats en conflit de la capitale, dont le Syndicat du monde merveilleux (CSN), à Charlesbourg.



À **Rimouski**, les travailleuses et les travailleurs ont manifesté dans les bureaux des députés Michel Tremblay et Monique Vézina et réclamé des mesures pour relancer l'économie.



À **Sherbrooke**, les participant-es ont pu discuter avec Michel Chartrand et le trésorier de la Centrale, Léopold Beaulieu, à la suite de la diffusion du film *Un homme de parole*.



À **Thetford-Mines**, on a trouvé un moyen original de fraterniser et de discuter, en tenant, pour la quatrième année consécutive, le traditionnel tournoi de quilles.



À **Granby**, on a honoré, comme on le fait depuis quelques années, un syndicat qui s'est distingué par son militantisme et sa détermination. Cette année, le Syndicat national de la Maison Notre-Dame des Érables, qui regroupe plus de 120 membres, a été fêté.



À **Joliette**, les travailleuses et les travailleurs présents à la Fête ont reçu de la belle visite: Noël Lacas, qui a été durant plus de 30 ans conseiller syndical à la centrale, et Madeleine Parent, une grande militante, aujourd'hui membre de Solidarité populaire Québec.



Sur la **Côte-Nord**, le conseil central a présenté, en collaboration avec le groupe de femmes L'étincelle, une adaptation du monologue de Yvon Deschamps *Les unions qu'osse ça donne?*, portant sur les entraves l'accès à la syndicalisation.

«Ça y est! Ça recommence!...»

La campagne de la CSN pour le droit d'accès à l'information sur la situation économique de l'entreprise ne pouvait mieux tomber. Le 24 avril, lorsque le négociateur patronal de la compagnie Unités préfabriquées, à Saint-Luc, près de Saint-Jean-sur-Richelieu, a remis ses offres salariales, les représentants syndicaux à la table de négociations ont pensé: «Ça y est! Ça recommence encore!»

Pour la troisième négociation consécutive, le grand patron de l'usine de fabrication de pavés unis prétextait la conjoncture économique difficile pour offrir des augmentations salariales en-deçà de la hausse du coût de la vie. Cette année, les offres représentent 5% pour la durée de la convention, trois ans.

Sans plus de cérémonie, Mario Chaumont, conseiller syndical de la Fédération de la métallurgie, expose alors à l'employeur la clause sur le droit d'accès à l'information et lui explique la campagne de la centrale pour faire reconnaître aux travailleurs et travailleuses le droit de s'impliquer dans le développement de leur entreprise, en commençant par la connaissance de sa situation financière. Le Syndicat d'Unités préfabriquées, qui représente 25 personnes, devenait alors le premier syndicat de la CSN à demander cette clause dans le cadre de la campagne qui se poursuivra encore quelques semaines.

Avoir l'heure juste

Même si ladite clause ne fait pas formellement l'objet de la présente ronde de négociation, le geste posé par les représentants syndicaux n'était pas que symbolique; les travailleurs de cette usine veulent connaître le portrait financier de leur compagnie pour savoir si les offres sont réellement justifiées.

Par Louis-Serge Houle

«Ça fait longtemps que nous voulons nous impliquer pour voir où va réellement l'entreprise, déclare le président du syndicat, Roland Beaulieu. Depuis la dernière récession que le patron nous rabâche les mêmes arguments avec ses soi-disant problèmes financiers, nous voulons maintenant avoir l'heure juste.»

Dès le début de la négociation, l'employeur a fait état des pertes encourues au premier trimestre et de celles qu'il prévoit pour cette année «en raison de la situation économique difficile.»

«Comment savoir si c'est vrai? Au cours des trois premiers mois de l'année, personne ne travaille à la production de toute façon; ceux qui demeurent dans l'usine sont affectés à la réparation de la machinerie et des moules. Les ventes ne reprendront que d'ici peu»,

rétorque Gilles Dufour, selon qui les travailleurs sont d'autant plus préoccupés par la situation que leur employeur leur a parlé d'un projet d'investissement en Floride.

Pour Gerry Blais, les quatre dernières années ont été très bonnes pour la compagnie, «mais pas pour les travailleurs». Aussi, ces derniers espèrent-ils se reprendre cette année. Mais la négociation s'annonce difficile pour ces travailleurs qui ont été mis en lock-out durant quatre mois en 1989.

La confidentialité d'abord!

L'actionnaire majoritaire d'Unités préfabriquées, M. Michel Caron, se dit prêt à montrer «certains chiffres au syndicat, pour prouver que l'entreprise traverse effectivement une période difficile, mais seulement si ces données demeurent

confidentielles.»

«Je crois sincèrement qu'il revient aux administrateurs de gérer les usines, lance-t-il sans détour en entrevue à Nouvelles CSN. Disons que je peux me montrer favorable à une certaine participation des travailleurs dans l'organisation du travail, parce que ce sont eux qui font la job. Mais je ne me risquerai pas à ouvrir les livres de la compagnie sans m'assurer d'abord de la confidentialité.»

Pour Clément Groleau, coordonnateur du Comité interfédérations du secteur privé de la CSN et responsable de la campagne pour le droit d'accès à l'information, toutes les mesures peuvent être prises pour assurer aux entreprises qui le désirent la confidentialité des informations, dans l'éventualité où une entente intervient à ce chapitre. «Il faut démystifier tout ce qui entoure la participation des travailleurs et des travailleuses dans l'entreprise. En définitive, leurs seules préoccupations regardent le développement de l'entreprise et l'assurance que leurs patrons ne profiteront pas de la récession pour leur imposer des reculs, comme on l'a souvent vu en 1982. Les travailleurs et les travailleuses doivent être en mesure de savoir ce qui se passe dans leur entreprise pour s'assurer d'emplois de qualité.»



Gilles Dufour, Roland Beaulieu et Gerry Blais.

Le budget qu'il a présenté le 2 mai ne contient aucune mesure immédiate de redressement. Mais le plus inquiétant, ce sont les sources auxquelles s'abreuve le ministre des Finances pour affirmer qu'une reprise économique est à nos portes alors que le «très officiel» Conference Board of Canada n'ose même pas se compromettre à formuler une telle hypothèse.

Qu'apporte donc ce nouveau budget pour nous soulager de la crise? Sept millions de dollars en nouvelles mesures, donc de nouveaux déboursés, contre \$1,4 milliard de revenus que le gouvernement vient chercher dans nos poches, notamment par l'élargissement de la taxe de vente et son maintien à 8% plutôt que les 7% promis. Commentant le soir même le budget présenté par le ministre, le président de la CSN, Gérald Larose, affirmait que «rien, mais rien! dans ce budget ne témoigne de l'intérêt du gouvernement à relancer l'emploi.»

Ces sept millions en nouvelles mesures sont consacrés à la création d'un fonds québécois de développement

«Rien pour la relance de l'emploi»

- Gérald Larose

Par Thérèse Jean

Plongée dans une récession pour une deuxième fois en moins de dix ans, la population du Québec ne pourra certainement pas prêter à Gérard D. Lévesque, ministre des Finances, la volonté de l'en sortir.

industriel (trois millions), à un fonds technologique pour les petites et moyennes entreprises dans la recherche et le développement (un million), un programme de soutien au secteur forestier (trois millions). Le ministre Lévesque y est allé aussi d'une autre annonce concernant un nouveau programme de formation de la main-d'oeuvre, mais n'a pas fait suivre les montants pour le présent exercice financier. Un programme qui laisse plutôt songeur, car, pas plus que le programme de formation annoncé l'an dernier à l'intention des entreprises, il n'offre un cadre cohérent et coordonné d'une politique globale de

formation de la main-d'oeuvre au Québec.

La récession, connais pas

Le budget Lévesque ne répond en rien aux problèmes réels vécus par la population. Les sommes consacrées au développement régional sont quasi symboliques. Rien n'a été prévu pour Montréal, la ville titulaire des plus tristes distinctions avec 12,8% de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté et un taux de chômage qui frise les 15%.

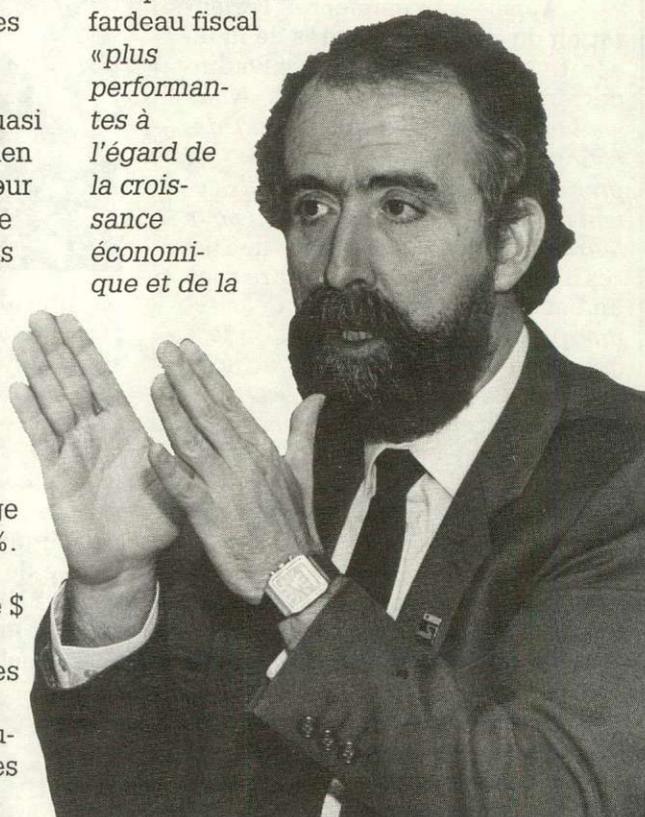
Même si les sept millions de \$ en nouvelles mesures clamées par le ministre Lévesque s'ajoutent aux sommes déjà annoncées

en janvier dernier par le gouvernement Bourassa dans son «plan de relance», le tout reste bien maigre et disproportionné comparé aux besoins du Québec où, en février 1991, on comptait 80,000 emplois de moins qu'un an plus tôt.

La dette québécoise est principalement due au fort taux de chômage que connaît le Québec, commentait Gérald Larose. «Tant que le gouvernement québécois tardera à mettre en place des mesures créatrices d'emploi, il augmentera son fardeau financier.»

L'approche du gouvernement, c'est-à-dire redresser les finances publiques pour rendre la nature et la répartition du fardeau fiscal «plus performantes à l'égard de la croissance économique et de la

création d'emplois» est manifestement un échec. Après cinq années de gestion restrictive des finances publiques, le chômage demeure toujours le fléau de l'économie québécoise. «Tôt ou tard, le gouvernement québécois devra songer à d'autres façons de générer des revenus», a dit Gérald Larose. Pour la CSN, cela passe notamment par une révision en profondeur du régime fiscal québécois et la mise sur pied d'une commission d'enquête sur la fiscalité, comme l'a fait le gouvernement néo-démocrate en Ontario.



Responsable de notre avenir

Par Michel Crête

On dit souvent que «la Fédération du commerce est la fédération de l'avenir». Bien entendu, cela fait référence à la croissance fulgurante de cet organisme depuis quelques années: pas moins de 80 nouveaux syndicats, souvent des petites unités, regroupant 3,000 travailleuses et travailleurs, ont joint les rangs de la fédération au cours des deux dernières années.

Mais voilà. À la Fédération du commerce, on désire grandement dépasser la rumeur et s'approprier l'avenir à pleines mains. Aussi, les délégué-es au prochain congrès — on en attend 350 — se réuniront autour d'un thème très justement intitulé *Responsable de notre avenir*.

Les militants auront donc des débats portant, pour le principal, sur des propositions concernant l'accès à l'information économique et financière des entreprises, la condition féminine, la formation professionnelle et le vieillissement des travailleuses et des travailleurs.

L'accès à l'information

Appelée à commenter l'orientation du prochain congrès de la fédération, sa présidente, Lise Poulin, devient alors intarissable. «*Nous voulons que les membres de la fédération se sentent responsables et prennent conscience que ce qu'ils votent en congrès est déterminant pour leur avenir.*» Ainsi, à propos de l'accès à l'information, elle déclare sans ambages: «*Arrêtons d'être à la remorque des employeurs qui décident à notre place! Souvent, lorsque nous avons de l'information sur les entreprises, il est trop tard. Ça ferme! Ça fusionne! Ça va mal! Il y a des mises à pied. Aussi, il est très important dorénavant que les employeurs transmettent aux syndicats des informations économiques et financières avant qu'il soit trop tard.*»

L'équité salariale dans le privé!

Durant ce congrès, les délégué-es auront également l'occasion d'aborder un sujet rarement discuté

Le 41e congrès de la Fédération du commerce de la CSN aura lieu du 26 au 31 mai, à l'Hôtel Roussillon de Jonquière. Ce n'est pas une coïncidence. La fédération, qui compte maintenant 31,000 membres, a vu le jour il y a de cela 50 ans dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean avec la formation du Syndicat des commis-comptables d'Alma.



Lise Poulin

par une fédération du secteur privé: l'équité salariale! «*Nous souhaitons sortir du congrès avec des propositions qui nous donneront des mandats nous permettant d'élaborer une politique sur l'équité salariale envers les femmes*», affirme Lise Poulin. On veut ainsi mettre un terme à certaines iniquités comme celle d'une employée de bureau d'un entrepôt qui gagne \$10 l'heure, alors qu'un opérateur de monte-charge, moins scolarisé, touche \$14 l'heure.

Un sujet tabou: le harcèlement sexuel

«*Ce n'est pas un sujet facile.*

C'est même un sujet tabou. Mais le prochain congrès sera une occasion privilégiée pour amorcer un débat très large sur la question du harcèlement sexuel. Je ne prétends pas que du jour au lendemain nous aurons une politique sur ce sujet délicat. Mais je crois que nous allons entreprendre un débat qui, d'ici quelque temps, nous donnera une politique sur la question», de dire la présidente de la fédération.

Vieillesse de la main-d'oeuvre

Ils sont nombreux, les membres de la Fédération du commerce, à travailler pour des petites et moyennes entreprises (PME). Conséquences? Celles-ci n'ont pas les moyens d'offrir des fonds de pension suffisamment garnis pour permettre l'accès à une préretraite adéquatement rémunérée. «*D'ici 10 ans, on se retrouvera avec un vieillissement important de la main-d'oeuvre*», rapporte Lise Poulin. Les délégué-es au prochain congrès auront des discussions sur ce sujet et devraient voter sur des propositions concernant non seulement l'amélioration des régimes de retraite, mais aussi la négociation des conditions de travail, la prolongation des vacances et la réduction de la semaine de travail.

Formation professionnelle

Les délégué-es poursuivront aussi un débat, déjà entamé, sur la formation professionnelle et le rôle des syndicats.

«*Nous sommes conscients d'aborder des sujets nouveaux. Nous ne nous attendons pas non plus à ce que cela donne des résultats à court terme. À moyen et long terme, certainement. Mais surtout, nous voulons, par ce congrès, outiller encore plus nos membres pour faire face à l'avenir*», de conclure Lise Poulin.

Un espace à occuper

Par Luc Latraverse

Selon la présidente de la FEESP, Ginette Guérin, c'est de plus en plus important d'obtenir les informations sur la situation et les intentions des entreprises privées ou des établissements publics. «*Dans ma commission scolaire, à Valleyfield, nous contestons présentement une décision de la direction qui refuse d'entendre les questions du public lors d'une assemblée spéciale des commissaires. Or, on y parle de coupures de onze postes chez les employé-es de bureau et de sept postes chez les employés manuels.*» C'est donc une question qui, pour la première fois, sera abordée en ateliers de secteurs: public, transport, municipalités, divers, qui composent la fédération. «*Le débat consiste principalement à faire la distinction entre le besoin d'investir davantage nos lieux de travail et les centres de décision, et la méfiance de s'associer au patronat.*»

La souveraineté

En ce qui concerne la souveraineté, les membres de la FEESP se sont prononcés en faveur dans une proportion de 77%, dans le cadre du référendum mené par la CSN. «*Les convictions demeurent fermes, à ce sujet, mais comme dans le reste de la population, il faut composer avec une certaine diminution de l'intérêt; d'où le besoin de préciser nos objectifs et nos contenus sur un Québec souverain, particulièrement en regard du référendum de 1992.*» Le président de la CSN, Gérald Larose, participera au débat sur cette question.

La formation professionnelle

Une autre question cruciale qui sera abordée au congrès: la formation professionnelle. L'introduction massive de changements technologiques entraîne des besoins de formation supplémentaire et les syndicats doivent veiller à être associés à l'élaboration des contenus autant qu'à l'établissement des budgets nécessaires. «*Ce n'est pas uniquement en matière d'informatique que le problème se pose*», précise le responsa-

Le thème du 17^e Congrès de la Fédération des employé-es de services publics, qui se tiendra du 26 au 31 mai, à Québec, se situe dans les perspectives tracées par le dernier congrès de la CSN. Il y sera en effet beaucoup question d'espace à occuper, dans les milieux de travail comme sur le défi de la souveraineté du Québec.

ble de ce dossier, François Juneau. «*Même les employé-es manuels travaillent avec une machinerie de plus en plus dotée de contrôle numérique et de toutes sortes de sophistications qui exigent de la formation. Il faut que les syndicats s'en mêlent pour empêcher les employeurs d'invoquer le manque de formation des salariés, et justifier ainsi l'octroi de contrats en sous-traitance, ou les remplacer par des jeunes plus instruits. La formation professionnelle doit être adaptée à chaque secteur de la fédération et couvrir de nombreux besoins différents.*»

La récession et le gel des salaires

Au congrès de la FEESP, il sera évidemment question de la récession et du gel de salaires que plusieurs employeurs envisagent dans le contexte actuel. Pourtant, fait remarquer la présidente de la fédération, «*il y a eu plusieurs règlements salariaux supérieurs au 3% proposé par le fédéral, notamment dans les municipalités où on dénombre des augmentations dépassant les 5%.*» Par ailleurs, le dossier de l'équité salariale pour les femmes est toujours d'actualité et des plaintes ont été dépo-

sées à la Commission des droits de la personne, en faveur des secrétaires des municipalités de Marieville et d'Iberville. Elles revendiquent l'équité avec les chauffeurs de camion de leurs municipalités qui gagnent \$1.50 l'heure de plus.

Fonds de défense professionnelle

Enfin, le congrès discutera de l'opportunité de mandater la FEESP sur la question de faire apporter par la centrale des modifications aux règlements du Fonds de défense professionnelle de la CSN pour que ses prestations soient augmentées progressivement en fonction de la durée des conflits.



Ginette Guérin

NOUVELLES

Baie-Comeau

Veillez passer au Salon, s'il-vous-plaît...

Le Conseil central de la Côte-Nord invite la population à poursuivre sa réflexion sur la qualité de l'environnement en se rendant en grand nombre au Salon régional de l'environnement, du 23 au 26 mai, au Pavillon du Lac, à Baie-Comeau.

Dans un message publicitaire paru dans l'hédomadaire régional *Plein Jour sur Manicouagan*, la présidente du Conseil central, Anne Gauthier, déclare: «Nous sommes convaincus que la construction d'une société québécoise harmonieuse passe notamment par le droit au travail et par le respect de notre environnement.» Dans ce message, Anne Gauthier ajoute: «Au cours des dernières

années, différents groupes de la société ont pris conscience que l'environnement dans lequel nous vivons est fragile. Dans certains cas, cette sensibilisation à l'égard de l'environnement a été brutale. Ce fut notamment le cas lors de l'entreposage, dans notre région, des barils de BPC provenant de St-Basile-le-Grand.»

Après avoir invité l'État à prendre les moyens pour assainir l'environnement, créer des emplois durables et utiliser des énergies non polluantes, la porte-parole régionale de la CSN affirme que le Salon de l'environnement est «un bon endroit pour se conscientiser encore plus à cette question de l'heure qu'est l'environnement.»

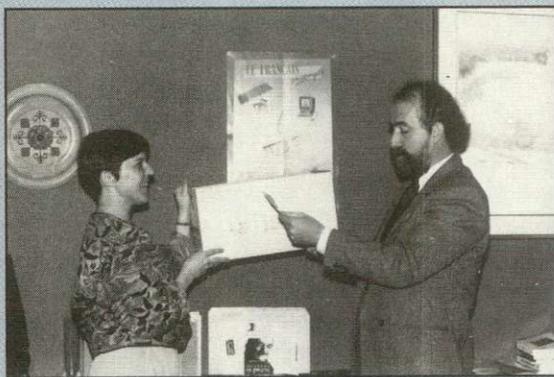
Les gagnantes du concours sur le français

Le lundi 6 mai, le président de la CSN a procédé au tirage des réponses gagnantes du concours organisé par *Nouvelles CSN* dans le cadre de la Semaine du français au travail. Jacqueline Rodrigue, conseillère syndicale affectée au dossier de la francisation, était aussi présente. Quarante-quatre personnes ont participé à notre concours.

Le premier prix, un dictionnaire **Robert 1** d'une valeur de \$53.95, a été remporté par Lise Ledoux, réceptionniste au Centre hospitalier de Valleyfield (FAS). Le deuxième prix, une grammaire intitulée **Aide-mémoire grammatical** de Michel Therrien d'une valeur de \$25.00, a été gagné par Francine Garneau, secrétaire d'école, membre du Syndicat du soutien scolaire des Bois-Francs affilié à la FEESP.

Réponses du concours

Certains termes, autres que ceux que nous vous suggérons dans le questionnaire, ont été acceptés. Toutefois, nous vous suggérons d'utiliser en premier lieu ceux qui vous sont présentés ici.



Jacqueline Rodrigue et Gérald Larose procédant au tirage.

ont été acceptés. Toutefois, nous vous suggérons d'utiliser en premier lieu ceux qui vous sont présentés ici.

Corrigez les anglicismes suivants:

1. Mettre une liste à **date**: à **jour**; 2. Il sera absent la **balance** de la semaine: **le reste**; 3. Des **benefices marginaux** sont offerts: **avantages sociaux**; 4. **Loger** un grief: **présenter, déposer** (nous avons aussi accepté le terme **formuler**); 5. Recevoir un **bonus**: **prime, boni, indemnité, gratification**.

Quel est l'équivalent français de:

1. **Burn-out**: **épuisement professionnel**; 2. **Fax**: **télécopieur** (bé-

lino ou **bélinographe** ont aussi été acceptés: il s'agit tout simplement d'un type particulier de télécopieur qui reproduit de façon plus nuancée les photos et les dessins); 3. **Bumping**: **supplantation** (déplacement a aussi été accepté); 4. **Gyproc**: **carton-plâtre, placoplâtre, panneau de gypse, panneau de plâtre, gypsoplaqué** (à noter que Gyproc est le nom d'une marque déposée de Domtar); 5. **To cancel**: **annuler, invalider, résilier**.

Remplissez le blanc correctement dans:

1. Il n'a pas le sourire, bien qu'il _____ en vacances; a) **parte**;

b) **part** ou c) **partira**. Réponse: a) **parte**. Note: La locution *bien que* appelle un subjonctif; 2. _____ marée basse; a) à la; b) à; c) de ou e) en. Réponse: Dans ce cas, vous pouviez choisir tout aussi bien a) à la et b) à

Vrai ou faux?

1. Une craque est un mensonge par exagération?: **Vrai**; 2. Contredisez est l'une des formes du verbe contredire?: **Vrai**.

Si, au cours de la Semaine du français au travail, vous avez distribué des *tracts* dans votre entourage pour faire valoir l'importance du français au travail, vous n'étiez pas dans l'erreur. *Tract* vient de l'anglais mais il est accepté comme mot français depuis 1830.

Vous pouvez atteindre la responsable CSN du dossier francisation au 514-598-2168. Vous pouvez aussi nous contacter si vous avez des problèmes particuliers dans votre milieu de travail et de la difficulté à faire respecter votre droit de travailler en français.

Pour le transport en commun

200,000 signatures

S' appuyant sur une pétition de plus de 200 000 noms, recueillis dans l'ensemble du Québec au cours des deux derniers mois, la CSN et la FTQ tenteront de rencontrer le ministre des Affaires municipales, M. Claude Ryan, afin qu'il retire son projet de transférer aux municipalités la responsabilité financière du transport en commun.

En conférence de presse, les présidents de la CSN et de la FTQ, Gérald Larose et Louis Laberge, ont indiqué que le nombre important des signataires montre à quel point la population est préoccupée par toutes les conséquences du désengagement du gouvernement dans ce secteur névralgique.

Selon eux, les effets de la réforme Ryan se feraient sentir rapidement, si le ministre devait aller de l'avant: hausse des tarifs, réduction du service, pertes d'emploi, étalement urbain et danger accru pour l'environnement.

De l'avis des dirigeants syndicaux, «le transport en commun est un acquis social majeur et le gouvernement n'a pas le droit de le sacrifier dans la recherche, à courte vue, d'une solution à ses problèmes financiers.»

Iberville

Tyson sous tension

Les syndiqué-es de l'abattoir de poulets Tyson Canada d'Iberville (anciennement Avico) ont entamé, le 8 mai, une série de moyens de pression, à l'exclusion des arrêts de travail, afin d'inciter leur employeur à respecter leur convention collective et à les rappeler par ordre d'ancienneté lorsque, après avoir fermé quelque temps cet été, l'usine redémarrera avec une nouvelle vocation, en août prochain.

Les dirigeants de Tyson Canada ont tout d'abord annoncé la cessation des activités d'abattage à Iberville pour le 28 juin, leur transfert à Joliette, et le démarrage de travaux afin de transformer l'établissement d'Iberville en usine qui permettra, en août, des opérations de surtransformation du poulet (la matière première sera composée de poulets éviscérés qui seront coupés en morceaux — ailes, cuisses, pilons etc. — pour être emballés).

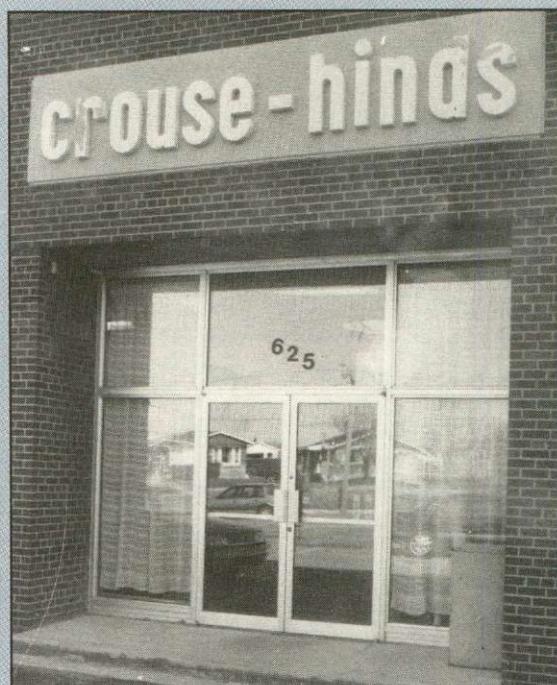
Mais voilà, et c'est là que le bât blesse: la direction de la filiale du géant américain de l'alimentation a indiqué qu'elle a l'intention de «sélectionner» seulement 54 travailleuses et travailleurs de l'usine sur une possibilité de 144 pour la poursuite de ces activités de surtransformation. De plus, l'employeur veut se réserver le droit de faire appel à des employés qui ne sont pas membres du syndicat, éliminant ainsi «90 indésirables» qui ont pourtant des droits en vertu de la convention et du Code du travail! Bien entendu, le syndicat, affilié à la Fédération du commerce, entend prendre tous les moyens pour faire reconnaître son accréditation, la convention collective en vigueur et tous les droits qui en découlent pour les travailleuses et les travailleurs.

Granby

La Crouse ébranlée

Les nombreuses démarches effectuées, depuis le mois de janvier, par des représentants des milieux d'affaires, politiques et syndicaux de la région de Granby, pour attirer dans cette municipalité un entrepreneur qui prendrait la relève de Crouse Hinds, semblent avoir sérieusement ébranlé la direction de cette filiale de la compagnie texane Cooper Industries.

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de Granby et du transfert de sa fabrication de produits lumineux en Ontario, ces différents représentants de la communauté de Granby ont en effet réussi à intéresser des entrepreneurs à leur cause. Ils se sont également assurés que les contrats de fabrication de lampadaires accordés



par le gouvernement ou par Hydro-Québec le soient à des entreprises d'ici. Selon les informations obtenues par le syndicat, la direction de Crouse Hinds se démène pour ne pas perdre ces contrats publics, évalués à quelque \$5 millions par année.

Le président du syndicat (FM-CSN), Serge Huard, a par ailleurs indiqué qu'il est trop tôt pour avan-

cer des noms d'entreprises intéressées à prendre la relève de la compagnie américaine, car les pourparlers sont loin d'être terminés.

Après 38 ans d'activités rentables et sans conflit de travail, Crouse Hinds a annoncé, le 2 novembre 1990, la fermeture de son usine de Granby ce mois-ci. Cette décision entraîne la mise à pied de 90 personnes.

Règlements dans huit St-Hubert BBQ

En avril et en mai, des ententes sont intervenues entre les syndicats représentant quelque 500 employés de huit restaurants St-Hubert BBQ de Montréal et Québec et les patrons de ces succursales.

Dans la région métropolitaine, les employés des succursales Des Laurentides, Maisonneuve et La Salle ont accepté, dans la semaine du 14 au 20 avril, un contrat

de travail d'une durée de trois ans (de 1989 à 1992) qui comprend, entre autres, des hausses de salaire totalisant 12%. Ombre importante au tableau pour ces membres de la Fédération du commerce de la CSN, et contrairement à ce qui a été obtenu dans les succursales de Québec (voir *Nouvelles CSN* #324), les dirigeants du groupe St-Hubert de Montréal n'ont pas consenti à

retirer la double échelle salariale de leur convention collective*.

Droit d'accès à l'information

Les difficultés financières qu'a connues la succursale du Forum du temps qu'elle était franchisée ont forcé les Rôtisseries St-Hubert à la reprendre en main.

Aussi, la situation précaire de l'établissement a obligé les

employés, qui faisaient face à une menace de fermeture, à accepter, dans une proportion de 56 %, une convention collective d'une durée de trois ans qui comporte des augmentations totalisant 3.4% pour les deux premières années et un gel de salaire d'un an pour la dernière année. En contrepartie, les syndiqué-es ont obtenu la formation d'un comité paritaire qui se réu-

nira mensuellement et où ils pourront avoir accès aux informations économiques concernant le restaurant. Advenant une bonne situation financière, les parties se sont entendues pour rediscuter de la politique salariale.

*La double échelle salariale, ou «clause orphelin», modifie à la baisse les conditions de salaires et de travail des syndiqué-es, souvent des jeunes, embauchés après une date déterminée.

NOUVELLES

Valcartier

Diversifier pour durer

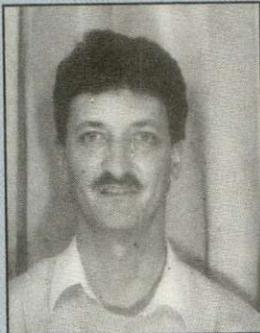
Les représentants du Syndicat des salariés des Industries Valcartier (FM-CSN), le ministre fédéral responsable de la députation de la région de Québec, M. Pierre Blais, et le député du comté de Portneuf, M. Marc Ferland, se sont rencontrés le 10 mai pour discuter de l'avenir de l'usine de Val-Bélair.

La direction des Industries Valcartier (IVI), une filiale du Groupe SNC, a annoncé la fermeture de l'entreprise le 28 juin prochain et le transfert de ses activités à ses usines de Le Gardeur et St-Augustin. Si le Groupe SNC ne revient par sur sa décision, son geste entraînera la perte de 300 emplois et privera la région de la Vieille Capitale d'une masse salariale de \$11 millions.

Au terme d'une analyse du dossier, les responsables syndicaux ont décidé d'entreprendre une campagne afin de convaincre le Groupe SNC

et les politiciens de maintenir non seulement les opérations d'IVI à Val-Bélair, mais aussi d'envisager sa diversification. Depuis le début de la campagne, le syndicat a fait circuler une pétition et a obtenu un appui de poids avec celui donné par le Conseil de la Communauté urbaine de Québec (CUQ), un organisme qui regroupe 13 municipalités représentant 470,000 personnes

L'avenir de la production des munitions de petit calibre au Canada, des profits bruts de \$28 millions pour



Le président du Syndicat des Industries Valcartier, Jacques Hébert.

1989 et 1990, et la rationalisation amorcée il y a quelques années sont parmi les arguments qui militent en faveur de la poursuite des activités de l'entreprise à Val-Bélair.

Larose au Mouvement Québec

Treize commissaires de la Commission Bélanger-Campeau, dont Gérald Larose, ont officiellement adhéré au Mouvement Québec le 3 mai. «Les 18 prochains mois seront des mois de mer houleuse. Il est important que les Québécois se dotent d'un paquebot pour arriver à bon port», a déclaré ce dernier. Plus de 15,000 personnes ont déjà adhéré au Mouvement Québec. Le président de la centrale a ajouté que des efforts importants seraient mis pour qu'une majorité de membres de la CSN s'y joignent. Le but premier de ce mouvement est de travailler en faveur du référendum de 1992.

Campagne de financement de l'ICÉA

Cette année, plus que jamais

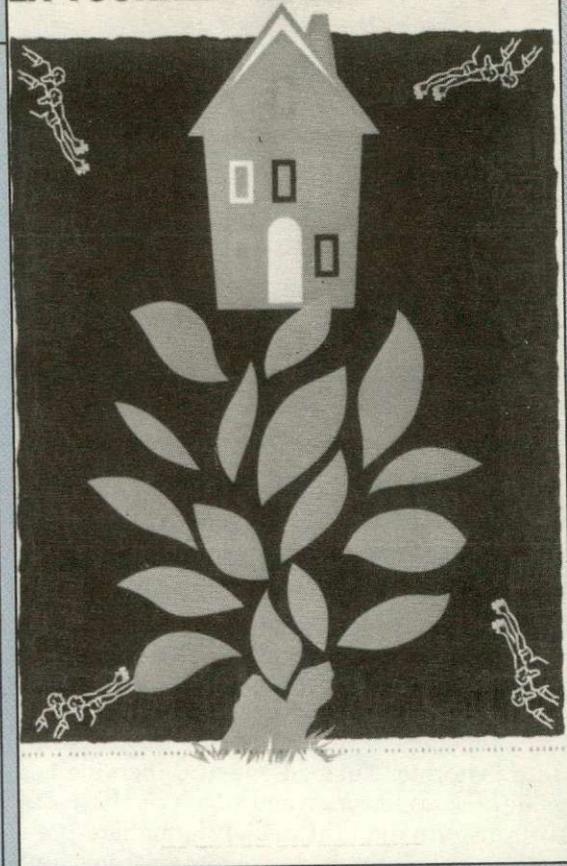
Les transformations constantes de la société et du marché du travail se traduisent par de nouvelles exigences pour les adultes d'aujourd'hui. Au moment où les besoins de formation et d'accès à l'information s'accroissent et se diversifient, les gouvernements procèdent à d'importantes réductions des budgets consacrés à l'éducation des jeunes et des adultes, ainsi qu'aux réseaux publics de télévision.

Par sa campagne de financement qui se termine le 31 mai, l'ICÉA vise à recueillir les sommes qui lui permettront de poursuivre sa mission de promouvoir l'éducation des adultes et la

démocratisation des médias.

Cette année, plus que jamais, l'ICÉA a besoin de votre générosité. Faites parvenir vos dons à l'adresse suivante: Institut canadien d'éducation des adultes, 506 Sainte-Catherine est, bureau 800, Montréal, H2L 2C7.

LA TOURNÉE DU GRAND MONDE



...ou démystifier la folie

«La tournée du Grand Monde» est une campagne de sensibilisation sur la santé mentale qui s'orchestre autour du film de Marcel Simard, intitulé «Le Grand Monde» et produit par le groupe Virage.

Cette tournée québécoise a été initiée par le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale et les productions Virage dans le cadre de la Semaine de la santé mentale qui s'est déroulée du 5 au 11 mai 1991. La tournée se poursuivra jusqu'au printemps 1992.

«La tournée du Grand Monde» nous convie à un événement de sensibilisation et d'échanges avec les premiers intéressés à rompre le silence sur ces questions: les ex-psychiatisés. Elle vise essentiellement à faire connaître les ressources alternatives, à créer des liens avec la population.

La CSN, en accord avec ce projet, a contribué financièrement à ce film en lui octroyant une subvention de \$9,000.

Aux yeux de Michelle Lévesque, éducatrice à l'Hôpital Louis-H-Lafontaine et représentante de la CSN au comité aviseur de la Tournée du Grand Monde, «ce film est un outil privilégié pour les gens que nous représentons. Il l'est pour ceux et celles qui travaillent dans les milieux communautaires, car ils sont appelés à travailler avec les ressources alternatives. Il l'est aussi pour des personnes qui, comme moi, travaillent en institution. Ce film démystifie la désinstitutionnalisation en nous faisant réaliser à quel point elle est possible, voire souhaitable, quand les ressources sont là en appui. En connaissant mieux ces ressources, nous sommes davantage en mesure de répondre aux questions des bénéficiaires sur les ressources extérieures. Ainsi, nous pouvons mieux les diriger et contribuer à leur réinsertion sociale parce qu'en bout de ligne, c'est cela que nous devons viser», déclare-t-elle.

Les interprètes du film sont des ex-psychiatisés qui ont, de plus, participé à sa scénarisation.

Pour savoir à quel moment la tournée sera dans votre région, vous pouvez contacter votre Conseil central ou Claude St-Georges au Service de la recherche de la CSN, au 514-598-2073.

Les résultats de la période de maraudage

La CSN maintient ses effectifs dans le secteur public

Le nombre de membres affiliés à la CSN, dans le secteur public et para-public, n'a pratiquement pas bougé, suite à la période de changement d'allégeance qui s'est terminée à minuit, le 6 mai. Selon le vice-président de la CSN, Roger Valois, «la CSN a fait la preuve de la qualité de son organisation et de l'attrait qu'elle exerce dans le secteur public, malgré les difficultés qu'elle a dû surmonter, suite à l'application des mesures répressives du gouvernement, notam-

d'expertise, et le meilleur rapport de force quand vient l'heure de vérité face à l'État: celle de la négociation des conditions de travail qui préoccupent véritablement le monde, dans leur quotidienneté.»

Dans le secteur des affaires sociales, les tentatives de maraudage de la FTQ ou de ses unions affiliées ont échoué à l'hôpital Royal Victoria (900 membres), tout comme à l'hôpital Charles Lemoyne (1,100 membres), à l'Hôtel-Dieu de Lévis (760 membres) et à l'hôpital

recourir à une injonction, le 6 mai, pour avoir accès au local du syndicat dont l'entrée était prohibée par l'employeur.

Par contre, plus de 800 membres des autres organisations syndicales ont choisi d'adhérer à la CSN dans le secteur de la santé et des services sociaux. Rappelons que durant la période de maraudage, le syndicat des 550 employés généraux (non-syndiqués) de l'hôpital St-Mary's de Montréal a obtenu son accréditation du commissaire du travail à la Fédération des affaires sociales de la CSN.

Dans le secteur de l'éducation, 512 employé-es de soutien de la commission scolaire



Plusieurs centaines de militant-es du secteur public et du secteur privé, des officiers et officières, des salarié-es, ont conjugué leurs efforts pour contrer les tentatives des autres organisations et pour solliciter l'affiliation de nouveaux membres. Ci-haut, un groupe de l'équipe qui a neutralisé les efforts du local 298, à l'hôpital Charles-Lemoyne de Greenfield Park.

des Découvreurs, à Ste-Foy, et de la commission scolaire de Valleyfield ont quitté la Fédération indépendante des syndicats autonomes (FISA) pour se joindre à la Fédération des employé-es de services publics de la CSN.

Il faut souligner que 785 membres des commissions scolaires de Deux-Montagnes, St-Eustache et Ste-Thérèse avaient opté pour la CSN, récemment, dans le cadre de la fusion de ces commissions scolaires.



Roger Valois, vice-président de la CSN.

ment dans le secteur de la santé et des services sociaux, difficultés que d'autres organisations syndicales, notamment la FTQ et la CEQ, ont tenté d'exploiter.

«À chaque période de maraudage dans le secteur public, a rappelé le vice-président de la CSN, c'est notre centrale qui est la cible des autres groupes, quand ce ne sont pas des groupuscules, parce que c'est notre centrale qui, tout le monde le sait, possède le plus de crédibilité,

St-François d'Assise (898 membres), où la CSN est demeurée nettement majoritaire. La FTQ a cependant déposé des requêtes en accréditation pour deux hôpitaux, soit le CH St-Joseph de Trois-Rivières et le CH d'Argenteuil. Les tentatives de la CEQ ont également échoué à l'hôpital St-Michel de Montréal et à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

À l'hôpital Charles Lemoyne, la CSN a dû

Domtar

Deux poids, deux mesures

Le président de la FTFP, Claude Plamondon, a accusé Domtar de manquer à ses responsabilités sociales envers ses travailleuses et ses travailleurs, qui pourraient prendre leur retraite dans des conditions décentes si seulement cette entreprise montrait davantage d'ouverture et d'équité à leur égard. Domtar préfère imposer des mises à pied.

M. Plamondon a suggéré à la Domtar, le 29 avril en conférence de presse, de s'inspirer des programmes appliqués à Clermont, chez Donohue (une soixantaine de personnes), de même qu'à Kénogami et Alma, chez Abitibi-Price, pour environ 150 personnes.



Claude Plamondon, président de la FTFP.

Accompagné de dirigeants syndicaux de Donnacona, Windsor et Beauharnois, le président de la FTFP a indiqué que les travailleurs «sont loin de demander ce que Domtar a accordé à ses anciens dirigeants, ni même à l'actuel président.» (Celui-ci, Pierre Desjardins, jouit d'une ga-

rantie de trois ans de salaire — \$475,000 par année — quand il décidera de quitter Domtar...). De nombreuses démarches auprès du président ont été infructueuses.

Selon la FTFP, plusieurs travailleuses et travailleurs pourraient prendre des retraites anticipées dans des conditions décentes: 47 à Windsor, 26 à Donnacona et 50 à Lebel-sur-Quévillon.

**Faites lire
NOUVELLES CSN**

Donnacona

Sursis demandé à Domtar

Les employé-es de Planche Isolante Domtar de Donnacona (FTPF-CSN) demandent un sursis de deux ans aux dirigeants de la compagnie, qui ont annoncé la fermeture de l'usine le premier août prochain. Domtar prétend fermer l'usine parce que le rendement n'est pas satisfaisant. Or, répondent les membres du syndicat, «nous avons mis beaucoup d'effort et apporté de nombreuses modifications depuis l'automne dernier; nous voudrions savoir dans quelle mesure il y a eu redressement et, d'autre part, si de nouvelles corrections permettraient de rendre l'usine rentable, et dans quels délais.»

Jusqu'ici, le syndicat n'a pas eu le loisir d'examiner les livres de la compagnie pour faire une lecture exacte de la situation. Le projet de fermeture de l'usine sème un profond désarroi non seulement chez ses quelque 100 employé-es, mais également dans l'ensemble de la population locale et régionale. Toutes les municipalités de la région ont voté des résolutions d'appui en faveur du maintien de l'usine et une pétition circulant dans le comté a recueilli 7 000 signatures. Si la production actuelle n'est pas rentable, un délai de deux ans permettrait de développer un autre projet, maintient le syndicat, qui compte sur les représentants gouvernementaux pour faire comprendre à cette compagnie que ce délai n'est pas exorbitant si l'on tient compte des années profitables de l'usine.

Québec

Les CLSC: de petits hôpitaux?

Le Conseil central CSN de Québec craint que le projet de réforme de la santé du ministre Marc-Yvan Côté n'évacue complètement le rôle d'intervenant social des CLSC.

Au cours d'une conférence de presse, le 2 mai dernier dans la Vieille capitale, la présidente Nicole Madore demandait si les CLSC auront les ressources suffisantes pour assumer leur futur mandat d'institutions de première ligne de soins. Tout en étant d'accord

avec cette vocation, elle a dit craindre que les sommes additionnelles prévues ne soient entièrement englouties dans les besoins en médecins, en équipements et en aménagements liés aux soins médicaux: «À nos yeux, ce serait un recul majeur si les CLSC ne devenaient que de "petits hôpitaux". En raison des problèmes sociaux majeurs résultant de l'appauvrissement, le volet social des CLSC aurait dû être élargi et renforcé.»

Ste-Foy

Les chargé-es de cours entrent (enfin!) à l'université

Le Syndicat des chargé-es de cours de l'Université Laval (FNEEQ-CSN) a remporté une belle victoire pour sa deuxième convention collective, entente que les membres ont entérinée à 55% en assemblée générale. Ils ont obtenu une augmentation salariale de 15% sur trois ans, rejoignant ainsi leurs collègues de Montréal. Ils ont également obtenu la parité avec Montréal au chapitre du perfectionnement «long», soit l'accès à des contributions financières pour

compléter des diplômes, écrire des livres, des manuels scolaires, etc. Mais ils ont surtout obtenu leur intégration aux diverses instances de l'université: représentation au conseil d'administration, au conseil de l'université, aux diverses commissions universitaires et au sein des unités départementales. Il s'agit vraiment de la consécration du statut d'employé de plein droit.

Pourquoi donc les membres ont-il été si

peu enthousiastes à entériner ces propositions? «Nous avons dû déposer 182 griefs pour faire respecter la première convention, d'expliquer le président du syndicat, Serge Morin. Les membres étaient donc échaudés; ils auraient souhaité avoir plus de précisions sur plusieurs points de la convention. Nous espérons que l'Université Laval, qui s'est montrée de bonne foi durant les négociations, maintiendra cette bonne foi tout au long de l'application de la convention.»

Thetford

Solidarité entre mineurs

Le Conseil central de Thetford a servi de courroie de transmission pour réunir un groupe de conjointes de mineurs à l'occasion de la visite de deux Péruviennes, elles-mêmes conjointes de mineurs de la région d'Huancayo, dans la Cordillère des Andes. Invitées par le Centre Amistad, projet de coopération internationale basé à Thetford, les deux Péruviennes étaient venues chercher l'appui moral et financier des syndicats de mineurs québécois.

Le 13 février 89, le secrétaire général de la Confédération péruvienne des mines et de la métallurgie, Saul Cantoral, était trouvé assassiné en compagnie de Consuelo Garcia, promotrice du Centre Filomena Tomaira, une organi-

sation vouée à l'éducation et au regroupement des femmes dans les villages miniers d'Huancayo. Consuelo Garcia était de passage à Thetford en 1987, également invitée d'Amistad. Et au moment du double assassinat, le Conseil central de Thetford avait réclamé auprès de l'ambassade péru-

vienne à Ottawa une enquête complète sur les événements.

La visite d'Esther Hinostroza et d'Angelica Medrano s'est soldée par une série d'ententes, d'échanges d'information et d'assistance financière. Un exemple assez peu commun de solidarité internationale!

Une seule unité

Voyant qu'il ne pouvait s'opposer au projet de syndicalisation dans son entreprise, le propriétaire du Jardin Oriental de Sept-Iles a proposé que ses employé-es soient regroupés en deux unités de négociation, une pour les employé-es des cuisines et de la livraison, et une autre pour les serveuses. Les représentants de la CSN dans ce dossier se sont opposés à ce projet de fractionnement syndical, et c'est finalement une seule demande d'accréditation qui a été déposée le 20 mars. Tenant mordicus à ses deux syndicats, le patron a promis d'intervenir auprès du commissaire du travail.

Le sérieux jeu de la guerre

Les conflits entre États ressemblent parfois à un délit de fuite. L'Irak est knock-out, ou presque? On l'abandonne à son sort. Vous en doutez? Relisez ce que Zbigniew Brezinski — ancien membre du Conseil national de sécurité, du temps du président Carter — en a dit dans le *New York Times*, à propos de la destruction de «cibles non militaires».

Quatre-vingt-dix pour cent de la main-d'oeuvre industrielle de l'Irak est privée de travail et de revenu en raison des hostilités. Destruction par les bombes du seul laboratoire capable de produire des vaccins vétérinaires. Élimination de l'entrepôt contenant toutes les semences pour pommes de terre et autres légumes. L'électricité fait défaut en raison de l'intense pilonnage des centrales. La population ne dispose plus que d'une eau contaminée. Tout le système de communications modernes est détruit. La catastrophe menace, par épidémies ou sous-alimentation, à moins qu'on ne trouve promptement un remède. Ce ne sont pas là les observations directes de Brezinski, mais les conclusions d'un rapport de mission présenté au secrétaire général de l'Onu par le Finnois Marti Ahtissari.

Serait-ce là l'exception qui confirmerait la règle? On évoquera la reconstruction de l'économie allemande après 1945. Oui mais... rappelons-nous le Vietnam. C'est là une guerre qui a laissé le vainqueur exsangue, quoique en pleine possession d'une fierté chèrement défendue contre les vagues d'invasisseurs français, japonais et américains. Le Vietnam, personne ne le cache, a été ruiné; il bénéficia d'une victoire par défaut, les USA ayant retraité en désordre. Washington a contracté

un sentiment de frustration tel qu'il n'a plus jamais été question d'aider à la reconstruction du Vietnam réunifié.

Il ne faut cependant jamais désespérer: les États-Unis viennent d'accorder une aide d'un million de dollars au Vietnam... pour l'achat de membres artificiels dont ont besoin les Vietnamiens souffrant d'un handicap. Il y a un début à tout. Voici un geste dont il ne faut pas minimiser la portée parce qu'il permet sans doute aux deux ex-belligérants (mais la guerre du Vietnam n'a jamais été déclarée!) de continuer à se parler sur le sort des «servicemen» manquant à l'appel — certains Américains les croient toujours détenus par le Vietnam. Le département d'État a cependant adouci son attitude à l'égard d'organisations privées; il ne s'oppose plus à ce que ces groupes expédient \$4,6 millions d'aide humanitaire au Vietnam. Pour une population de 63 millions, faites le calcul. C'est ça un «hit and run»: perpétrer un attentat et laisser la victime agoniser sans lui porter se-

ours durant 16 ans!

À quoi bon ressasser les méfaits de l'agent Orange, défoliant dont Washington a tant tardé à reconnaître les effets sur des Vietnamiens ET sur ses propres ressortissants? Et pourquoi souligner que même la Cour internationale de La Haye n'a pas, en pratique, convaincu les Américains qu'ils avaient eu tort de miner un port du Nicaragua, autre ennemi contre lequel jamais le Congrès n'a ouvertement déclaré la guerre? Ça a l'allure de coups fourrés. Puis Washington tente de contrer le préjudice que lui vaut une condamnation de La Haye en intensifiant sa propagande.

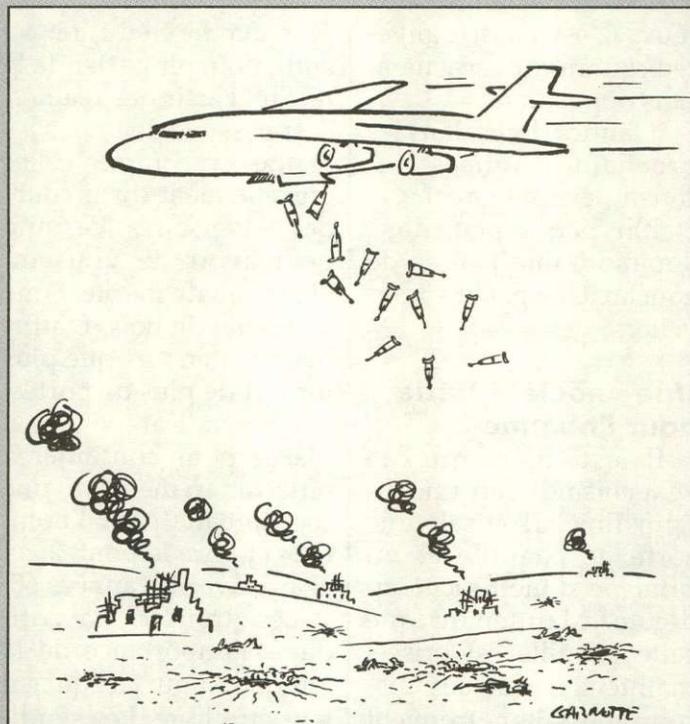
Si le faucon Brezinski — qui est en quelque sorte un Montréalais expatrié — se met à étaler publiquement ses scrupules, à dire qu'on y est allé un peu fort en Irak, peut-être y a-t-il un signal de changement chez cet éléphant américain qui a tendance à ne pas tenir compte des mulots qu'il piétine? Ce qui chicote l'as stratège Brezinski — il rugit parce

qu'il n'accepte pas de bonne grâce que l'Irak puisse bénéficier de la déconfiture d'un Saddam Hussein — c'est bien que les 28 alliés des USA dans cette expédition, entamée sous le parapluie du Conseil de sécurité de l'Onu, avaient reçu l'assurance que cette «guerre juste» ne visait pas le peuple de l'Irak mais bien son chef Hussein dépeint comme «un autre Hitler». Les 17 millions d'Irakiens — chiites et Kurdes inclus — ont raison de se demander ce qui a bien pu piquer leurs «libérateurs».

La guerre, vous dis-je, est un jeu sérieux dont on ne devrait pas, une fois qu'elle est entamée, se cacher les conséquences. Il y a des lois anti-casseurs, n'est-ce pas? On minimise parfois, dans les manuels d'histoire, les atrocités dont sont capables les vainqueurs contrariés. Ce n'est pas des Croisades que je veux parler. C'est d'événements barbares qui surviennent quand les Japonais veulent soumettre Shanghai; quand les Britanniques entendent faire la leçon aux Boers — c'est Londres qui a planifié les premiers «camps de concentration» — ou lorsque des troupes françaises tirent sur des civils tunisiens réclamant l'indépendance.

Finie la non-ingérence dans les affaires internes de nos voisins? Si seulement, pour divers motifs qui n'ont rien à voir avec la géopolitique de Brezinski, les gens commençaient à se dire que la matraque américaine a tapé trop fort! Il est temps de panser les plaies des Vietnamiens, des Irakiens, des Nicaraguayens lésés par une guerre (juste ou pas, déclarée ou pas). Il faut dire bravo si l'humanité fait le grand pas de nier l'impunité aux auteurs de délits de fuite occasionnés par toute guerre.

Clément Trudel



Une nouvelle gauche?

Les syndicats, au pays, constituent une des rares forces à surveiller encore la droite. La droite, qui bénéficie du discrédit dans lequel est tombé le communisme, a maintenant les coudées franches presque partout dans le monde. En outre, par comparaison avec ce qu'était devenu le communisme réel, elle apparaît comme porteuse de toutes les vertus et vérités politiques... Elle est en robe blanche, aujourd'hui, comme une communiant. C'est très curieux à observer.

Dans une certaine mesure, les pays industrialisés occidentaux portent l'idée démocratique, bien entendu, et il faut dire que ce n'est pas sans titre qu'ils la représentent, malgré tout, sur la scène mondiale. Mais, dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire dans l'après-communisme, alors que le capitalisme exerce un pouvoir dominant dans le monde — pouvoir économique, pouvoir militaire, prestige démocratique, prestige de la réussite, prestige d'une prépondérance indiscutable — il est évident que tout cela confère au libéralisme une légitimité outrée et dangereuse.

Il s'avance comme le sauveur du monde. Il a l'air entièrement satisfait de soi. Je ne minimise pas, au demeurant, les mérites réels de l'Occident. Mais enfin, l'Occident, capitaliste, impérialiste, ne représente pas le Bien avec un grand B! ... Or, la situation présente fait qu'il bénéficie d'un immense paravent et ceci est dange-

«Il faudra donc, dans les prochaines années, reconstituer une gauche et établir peu à peu, dans l'opinion, une pensée de gauche. Une gauche nouvelle.»

reux. C'est aussi dangereux qu'un gouvernement sans opposition.

Il faudra donc, dans les prochaines années, reconstituer une gauche et établir peu à peu, dans l'opinion, une pensée de gauche. Une gauche nouvelle.

Une «société bâtie pour l'homme»

Il est bien que le «gauchisme» soit une affaire finie. Il faisait une sorte de coquille et un principe d'inefficacité ridicule. Maintenant que cette coquille est brisée, maintenant que les discours tout faits ne trouvent

plus aucun crédit, on va enfin pouvoir parler de la réalité. Partir des réalités, et si possible de toutes les réalités, y compris celles qui retiennent, du discours des adversaires, ce qu'il peut avoir de vraisemblance ou de mérite. Finie la gueule de bois. L'affirmation n'en sera que plus forte et de plus de portée.

Les syndicats sont bien placés pour continuer à réfléchir au thème d'«une société bâtie pour l'homme» et faire le pont, à cet égard, avec les années 60.

Les droits de la critique... l'importance de la critique... Pour critiquer, il faut être libre. Les syndi-

cats le sont. Comme ils sont une force, ils ont, pour leur part, fait un certain nombre de fautes. Mais enfin, ils se sont gardés libres. Ils se sont même, dans une mesure qu'on ne rencontre pas partout ailleurs, gardés francs.

L'autorité morale

Les interrogations de gauche, dans le climat actuel, n'ont plus guère de voix ni d'audience. La gauche est compromise. Il faut rendre au syndicalisme la voix qu'il a perdue en partie. Il eut jadis une autorité morale certaine. Cette autorité, depuis déjà longtemps, n'a plus le même relief. Il est impé- ratif de chercher à regagner ce prestige, qui est le seul qui vaille. Ceci ne se fait pas par des moyens artificiels. C'est embêtant, mais l'autorité morale n'existe pas indépendamment de ce qui peut la garantir. Ce qui la garantit s'appelle un certain nombre de choses très difficiles, qui sont des absolus dont on ne s'écarte pas sans dommage: le désintéressement (et pas seulement la «décence»), la justice (et pas seulement la revendication), le service de l'humain et du social (et pas seulement celui des intérêts économiques de groupes), et une pensée qui ne soit ni étroite, ni égoïste, ni fermée. C'est demander beaucoup, mais on ne demande jamais trop.

Autrement, comment pourra-t-on jouer, avec l'autorité nécessaire, le rôle démocratique que la nouvelle donne politique exigera à travers le monde?

Pierre Vadeboncoeur

BUDGET RENT-A-DÉFICIT...



Le Décalogue de Kieslowski

Dix films d'anthologie

Krzysztof Kieslowski a eu l'audace, la force et le génie de réaliser en deux ans, pour le compte de la télévision polonaise, une série de dix films sur les commandements bibliques: *Le Décalogue*.

Déjà, je vois les grimaces de celles et ceux qui, allergiques aux films religieux, évitent de regarder la télévision à Noël et durant la fin de semaine de Pâques. Mais rassurez-vous! Il s'agit d'une thématique qui sert de point de départ pour une série de dissertations morales. D'ailleurs, j'aimerais bien qu'on m'indique un seul film de fiction présentement à l'affiche qui ne traite d'un des dix commandements de Dieu, qui — c'est bien connu! — condamnent le vol, le meurtre, l'adultère, etc.

Le Décalogue n'est surtout pas une télésérie de dix heures, présentée en dix chapitres. Il s'agit de dix films d'un peu moins d'une heure initialement prévus pour la télévision. Deux des films de cette série — des versions de 90 minutes — furent initialement montés pour les salles de cinéma et ont mérité des prix internationaux: *Tu ne tueras point*, à Cannes en 1988, et *Un film bref sur l'amour*, à San Sebastian en 1988 et à Chicago en 1989.

Même s'ils sont tous scénarisés par Kieslowski, le réalisateur, et Piesiewicz, un juriste, le premier s'est permis de changer de directeur photo pour certains films, de façon à ce que puisse se dégager un style propre à chacun. Il y a cependant trois points communs à chacun de ces dix films, ce qui en fait d'ailleurs la force: l'originalité des scénarios, le choix judicieux des comédiens, qui sont toujours impeccables, et la musique.

Étant surtout visuel, je suis

habituellement très peu influencé par la musique de film. Cette fois, cependant, d'un épisode à l'autre, la musique assure une continuité. Au premier film, on y est presque indifférent. Mais à mesure qu'on voit les autres, comme un disque qu'on remet constamment sur la table tournante, on en redemande. Si, au début de chaque film, elle peut créer une atmosphère, donner un frisson, globalement, elle aide à faire le lien entre les différents films, à donner un sens

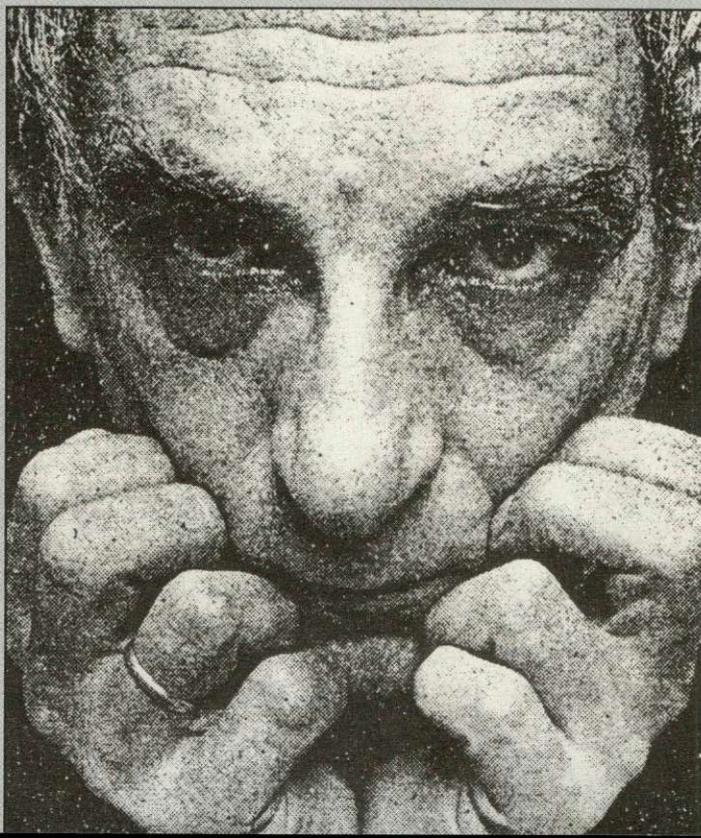
à l'oeuvre complète.

Côté contenu, après avoir campé des personnages contemporains originaux, Kieslowski les place devant un dilemme moral profond; faire le bien ou le mal, ou encore choisir entre deux maux. Chaque fois, il nous surprend avec une économie de moyens, faisant évoluer ses personnages sur un échiquier, son échiquier, comme s'il se prenait pour Dieu en personne.

Avec *Le Décalogue*, Kieslowski nous sert — en dix films d'une grande valeur — une véritable leçon de cinéma. Ces dix films devront dorénavant faire partie de toute anthologie. Cette superbe série prouve également que, lorsqu'elle le veut, la télévision peut produire des petits chefs-d'oeuvre.

Cette série de films est présentée au Ouimetoscope jusqu'au milieu de l'été.

Michel Tremblay



Rappel

Rappelons que *Des lumières dans la grande noirceur* et *Un homme de parole*, les documentaires sur Léa Roback et Michel Chartrand qui ont fait l'objet d'une récente critique, seront à l'affiche du cinéma ONF du 14 au 23 mai 1991.

Canned Heat: version 1990



C'est bien connu, les mets réchauffés sont souvent les meilleurs. Le bouilli, les fèves au lard, la gibelotte de Sorel, le hachis, le ragoût et la tourtière du Saguenay sont, en effet, des plats encore plus délicieux une fois réchauffés. C'est également vrai pour le blues. Et encore plus dans le cas du dernier album de **Canned Heat**, un enregistrement très justement intitulé *Reheated!*

Succès ... et dents de scie

Après avoir connu, entre 1966 et 1971, de nombreux succès avec ses blues (*Dust My Broom*, *Rollin' and Tumblin'*, *Walking By Myself*), ses boogies (*Fried Hockey Boogie* et *On The Road Again*), ses chansons parfois collectivistes (*Let's Work Together*), ses pièces écologiques (*Going Up The Country* et *Time Was*), et l'enregistrement d'un merveilleux album double avec le bluesman et boogier **John Lee Hooker** (*Hooker'N Heat*), **Canned Heat** a plutôt vécu, par la suite, une carrière active ... mais en dents de scie.

En effet, ce groupe a pratiquement été décimé par la mort de ses deux principaux leaders. La formation a tout d'abord été sérieusement hypothéquée avec le

suicide, au début des années 70, du chanteur à la voix de castrat, le guitariste et divin joueur d'harmonica **Alan The Blind Howl Wilson**. La petite histoire veut qu'à ce moment-là, **Alan Wilson** ait été complètement déprimé par le massacre et le sort réservé aux pins rouges de la Californie. Malgré cette perte énorme, la figure dominante du groupe, le chanteur et joueur d'harmonica **Bob The Bear Hite**, les guitaristes **Henry The Sunflower Vestine** et **Harvey Mandel**, le bassiste **Larry The Mole Taylor** et le batteur **Adolfo Fito de la Parra** ont continué à donner des spectacles et à enregistrer des microsillons.

Le coup fatal

Le coup fatal, si on peut dire, est survenu quelque part en 1981 lorsque **The Bear Hite** est décédé des suites d'une surconsommation de cocaïne. Ajoutez à cela la défection, pour des raisons que j'ignore, d'**Harvey Mandel** et de **Larry Taylor**, qu'on retrouve sur l'album *USA Union* de **John Mayall**, ainsi que le départ d'**Henry Vestine**, et on retrouve alors un **Fito de la Parra** seul. Seul, mais nullement désespéré. Le batteur

d'origine mexicaine fera alors appel à des nouveaux musiciens talentueux et **Canned Heat** continuera à se produire. Le nouveau groupe a notamment accompagné **John Mayall** en spectacle et il a enregistré *Boogie Assault*. Malheureusement, les nouveaux musiciens n'avaient pas l'aura de leurs prédécesseurs. Si bien qu'on en vint à oublier quelque peu **Canned Heat**.

Renaissance

En 1989, les trois survivants du **Canned Heat** du tout début, **Fito de la Parra**, **The Mole Taylor** et **The Sunflower Vestine** renouent. Ils entrent enfin en studio pour participer à l'enregistrement de deux pièces du sublime album *The Healer* de **John Lee Hooker**. Je me surprends alors à rêver aux retrouvailles de ces trois musiciens.

Heureusement, ça ne devait pas en rester là. Mon rêve, en effet, a été exaucé, à tout le moins pour une de ses parties importantes. Sous l'impulsion de **Sherri de la Parra**, qui a poussé le projet d'un bout à l'autre, le batteur **Fito de la Parra** et le bassiste **The Mole Taylor** ont uni à nouveau leurs talents et ils ont fait appel au chanteur, gita-

riste et joueur d'harmonica **James Thornbury**, ainsi qu'au chanteur et guitariste **Junior Watson**, pour enregistrer, en 1989 et en 1990, *Reheated*.

Comme son titre le laisse deviner, cette cassette est principalement composée de standards du blues, dont *Built For Comfort* de **Willy Dixon**, *Drifting* d'**Ernest Boyd** et *Huclebuck*. De plus, l'enregistrement comprend un excellent blues langoureux, *I'm Watching You*, une pièce du chanteur et pianiste **Tom Waits**, *Gunstreet Girl*, un classique de **Canned Heat**, *Bullfrog Blues* et d'autres bonnes pièces, dont une ou deux ne vont pas sans nous rappeler le regretté **Stevie Ray Vaughan**.

Reheated, de **Canned Heat**, est essentiellement un album de blues blanc — et parfois de rock — bien figolé par des guitares cristallines et incisives, et bien soutenu par la batterie, la basse et la contrebasse.

Michel Crête

Canned Heat/Reheated: étiquette Dali - DMC89022

BILLET

Coup sur coup, deux gouvernements dont on peut penser ce qu'on voudra mais qui n'en ont pas moins été démocratiquement élus, viennent d'être «placés sous surveillance».

Par qui? Par deux maisons spécialisées dans les affaires d'argent et tout entières consacrées au capitalisme triomphant. Le 13 mars, après le dépôt du rapport Allaire et avant celui de Bélanger-Campeau, la *Canadian Bond Rating Service* (CBRS) mettait le gouvernement du Québec «sous surveillance». Pour cause de déviation politique. Après le budget en Ontario, la même maison de crédit montréalaise, accompagnée cette fois de la très torontoise *Dominion Bond Rating Service*

Bourassa n'a eu de cesse d'affirmer, de 100,000 emplois en rapport Gobeil, qu'il fallait «se coller sur l'Ontario». Tant que les décisions ontariennes étaient conservatrices bon teint, il en a fait ses beaux dimanches. Combien de fois n'a-t-il pas refusé de hausser le salaire minimum «parce qu'il ne fallait pas s'éloigner de l'Ontario»? Mais au moment où c'est l'Ontario qui s'éloignera de nous, le NPD s'étant engagé à hausser à \$7.20 le salaire minimum, que se passera-t-il? Collé naguère par le bas, on ne saurait l'être par le haut. De Québec et de partout ailleurs au Canada, on entend la clameur: haro sur ce gouvernement qui, refusant de considérer la crise comme une fatalité, choisit de combattre la

PENSEZ-VOUS
QUE LA
SUN LIFE
VA REDEMÉNAGER
À MONTRÉAL?

Watch

(DBRS), mettait, le 30 avril, le gouvernement ontarien «sous surveillance». Pour cause de déviation économique.

L'histoire a de ces curieux retournements. On raconte qu'à la Bourse de Montréal, les visages anglophones étaient aussi longs après le budget de Bob Rae qu'après la victoire du PQ, le 15 novembre 1976...

Deux gouvernements démocratiquement élus, donc, sont placés «sous surveillance» par des firmes de crédit dont le dernier des soucis est la santé de la démocratie. On l'apprend, bien assis dans son salon, de la bouche même du surveillant-en-chef qui ne fait aucunement mystère du curieux métier qu'il exerce. Les commentateurs en parlent mine de rien, comme si cela allait de soi, le tout conforme à l'ordre normal des choses. Il ne s'est pas trouvé grand monde pour non pas s'insurger contre le fait — ce qui serait sans doute trop demander dans cette curieuse époque qui est la nôtre — mais du moins pour s'en étonner. Décidément, certaines facultés se sont affaiblies d'une manière qui est à la veille de devenir désespérante.

Mais n'ayant pas lu *in extenso* le budget de M. Rae et ne m'y connaissant guère en la matière, je me tiendrai à la périphérie des choses, pour constater à quel point encore une fois elles peuvent changer selon l'angle de vision privilégié.

Ainsi, constatons que depuis vingt ans, M.

out!

récession plutôt que le déficit! Autrement dit, un gouvernement qui choisit résolument de répondre aux attentes du monde ordinaire plutôt que de suivre les diktats de Bay Street et d'aligner ses choix stratégiques sur les humeurs de Wall Street. Plutôt rafraîchissant!

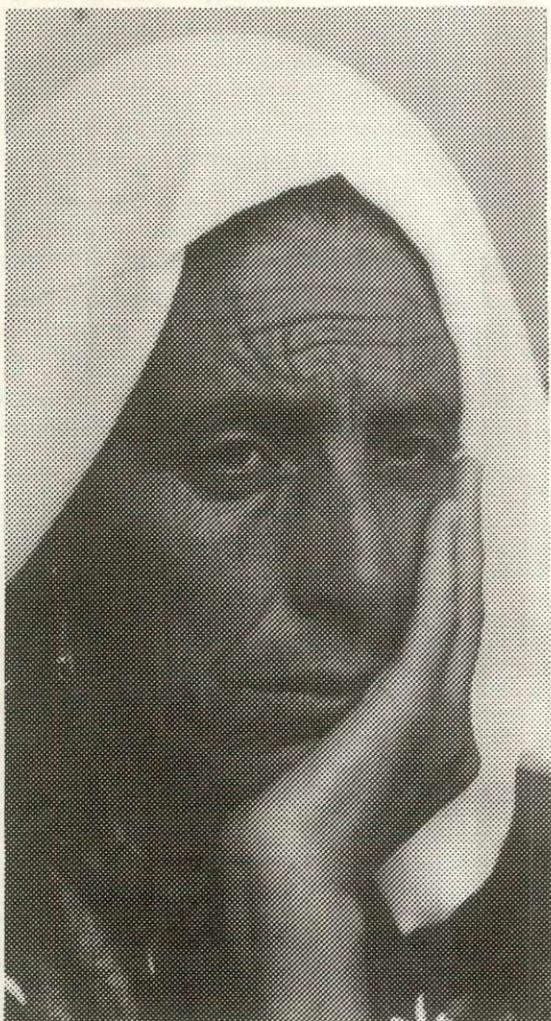
Un journal a dénoncé ce budget dans un éditorial imprimé en rouge (communiste). Un autre sou-

tenait, visiblement irrité, que ce budget était «une concession faite à gauche», confirmant par le fait même que tous les budgets précédents étaient des concessions faites à droite...

Par ailleurs, de ce côté-ci de l'Outaouais, l'imagination n'est pas à la veille d'être au pouvoir. Brontosaurus Chrétien est prêt à refaire au Québec le coup de la conscription de 1917, de celle de 1941 et du rapatriement unilatéral de 1982. Et le maire de Montréal à qui on a imposé des boiseries en acajou de \$176,500 pour son bureau: il étudie la possibilité de bloquer les salaires des employé-es municipaux... L'acajou pour le maire, les pinottes (même si ce sont des cachous...) pour les autres. À chacun ses problèmes, comme on dit.

Michel Rioux

S.O.S. PALESTINE



S.O.S. Palestine recueille des fonds afin de venir en aide aux familles palestiniennes qui ont dû fuir le Koweït, laissant tout derrière elles : le travail et les biens. Une fois de plus, l'avenir de ces Palestiniens et Palestiniennes est compromis.

L'argent recueilli servira à la fois au développement à long terme et à la création d'emplois dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'industrie. En appuyant cette campagne, vous permettez à une famille palestinienne de prendre en main ses propres besoins et d'être autonome. Chaque dollar recueilli par S.O.S. Palestine sera quadruplé par le Conseil canadien de la coopération internationale (C.C.C.I.).

L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE,
UN PAS DE PLUS VERS
L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX.

UNE CAMPAGNE ORGANISÉE PAR L'AIDE MÉDICALE POUR LA PALESTINE, LE CENTRE D'ÉTUDES ARABES POUR LE DÉVELOPPEMENT, SALAM, SUICO, LA FONDATION CANADO-PALESTINIENNE, LA SOCIÉTÉ D'AIDE PALESTINIENNE, L'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS, LA CEQ, LA CSN ET LA FTQ.

Voici mon don pour appuyer la campagne S.O.S. Palestine :

25 \$

50 \$

100 \$

autre

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Prov. : _____

Code postal : _____ Tél. : () _____

Je désire un reçu pour fin d'impôt

Faites votre chèque à l'ordre de S.O.S. Palestine (SUICO)
1265, rue Berri, bureau 210 • Montréal (Qc) • H2L 4X4
INFO : (514) 288-3412